

**Unité départementale Aube/Haute-Marne**

Troyes, le

Nos réf. : SAU/PFM/SP n° 23-346

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20 juin 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **REVIVAL**

Zone industrielle Les Pivoisons  
10430 VIELAINES

Code AIOT : 0005703161

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 juin 2023 dans l'établissement REVIVAL implanté RUE DENIS PAPIN 10430 ROSIERES-PRES-TROYES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL
- RUE DENIS PAPIN 10430 ROSIERES-PRES-TROYES
- Code AIOT : 0005703161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Revival exploite une installation de stockage et récupération de métaux

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement APMED

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Récolement APMED	Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 1er	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité sur les points visés par la mise en demeure du 04 avril 2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Récolement APMED

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, APMED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société REVIVAL, dont le siège social est situé ZI N°4 à Saint-Saulve (59880), est mise en demeure de respecter pour son site de Rosières-près-Troyes, dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions de : - l'article L. 541-2 du code de l'environnement ; - l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2008.
<b>Constats :</b> L'exploitant a été mis en demeure suite à la visite du 12 avril 2022, notamment pour des faits de découpe au chalumeau de pièces métalliques contenant des matières plastique et un constat de brûlage de matières (cartons).  L'inspection des installations classées a réalisé une enquête en interrogeant aléatoirement des riverains et des plaignants résidant à proximité de l'installation.  L'objectif était de recueillir des informations sur la situation actuelle de l'installation concernant les faits reprochés qui avaient été constatés en 2022.  Il a été noté que les problèmes avaient cessé suite à la visite de l'inspection.  Le jour de la visite, aucune odeur ni fumée n'a été perçue par l'inspection. Aucun brûlage ou trace de brûlage n'a été constaté.  Par conséquent, l'exploitant est considéré comme étant en conformité vis à vis des prescriptions visées par la mise en demeure
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet